

TABLE DES MATIÈRES

1

L'organisation judiciaire..... 7

Frédéric GEORGES

professeur ordinaire à l'ULiège, avocat au barreau de Liège

Barbara SIAS

assistante à l'ULiège, avocate au barreau de Liège

Introduction..... 8

Section 1

Les principes généraux..... 10

- A. **L'application des lois de justice dans le temps**..... 10
- B. **La prohibition des arrêts de règlement**..... 12
- C. **La prohibition de la délégation de juridiction**..... 14
- D. **Le « privilège » de juridiction**..... 14
- E. **La prise à partie**..... 15

Section 2

La réforme Turtelboom et ses suites..... 16

- A. **Le cœur de la réforme : deux lois pour un triptyque**..... 16
- B. **Les interventions législatives subséquentes**..... 19
- C. **Les règlements particuliers et les règlements de répartition**..... 21
- D. **La gestion autonome de l'organisation judiciaire**..... 23
 - 1. Le modèle de gestion..... 24
 - 2. Les futurs contrats et plans de gestion..... 27
 - 3. L'évaluation et le contrôle de la gestion..... 28
 - 4. Autonomie de gestion ou asservissement au pouvoir exécutif?..... 29
 - 5. Le *Plan pour une gestion autonome des cours et tribunaux et du ministère public*..... 30

Section 3

L'organisation judiciaire depuis 2014..... 34

- A. **La justice de paix et les tribunaux de police**..... 35
 - 1. Généralités..... 35

2. La réforme des cantons judiciaires	40
B. Les tribunaux de première instance	46
1. Les chambres de protection sociale du tribunal de l'application des peines	46
2. Tenue d'audiences en d'autres lieux que ceux de la juridiction compétente.....	47
3. Transfert temporaire du siège d'un tribunal ou d'une cour ou d'une de leurs divisions	48
4. La collégialité et la composition des juridictions	48
C. Le tribunal de commerce, bientôt de l'entreprise	51
D. Les cours d'appel et du travail	52
E. La cour d'assises	55
F. Le ministère public	55
1. Statut du parquet	55
2. Composantes	56
3. Les compétences du ministère public en matière civile	58
G. Le Conseil supérieur de la Justice et l'accès à la magistrature	63
1. Le Conseil supérieur de la Justice	63
2. L'accès à la magistrature	64
Section 4	
L'aide juridique et l'assistance judiciaire	67
A. L'aide juridique	68
1. L'aide juridique de première ligne	68
2. L'aide juridique de deuxième ligne	69
B. L'assistance judiciaire	72

2

Actualités en matière de compétence (février 2016-juillet 2018)

Marc BAETENS-SPETSCHINSKY
assistant à l'U.L.B., avocat au barreau de Bruxelles

Introduction

Section 1

Lois « pots-pourris IV, V et VI », loi portant réforme du droit des entreprises et projet de création de la BIBC

A. Aperçu des changements résultant des lois « pots-pourris IV, V et VI »	76
1. Compétence d'attribution	76

2. Compétence territoriale	78
3. Règlement des incidents de compétence	81
4. Répartition des causes au sein d'une même juridiction	81
B. Réforme du droit de l'entreprise	83
1. Changement de dénomination et compétences du « tribunal de commerce »	83
2. Divers	85
3. Entrée en vigueur de la loi portant réforme du droit de l'entreprise	85
C. Autres lois	85
D. Projet de création de la <i>Brussels International Business Court (BIBC)</i>	88
 Section 2	
Développements jurisprudentiels en matière de pouvoir de juridiction du juge judiciaire belge et de compétence des cours et tribunaux	89
A. Questions choisies en matière de pouvoir de juridiction	89
1. Pouvoir de juridiction des cours et tribunaux <i>versus</i> Conseil d'État	89
2. Compétence internationale	90
B. Compétence des cours et tribunaux	92
1. Compétence d'attribution	92
2. Compétence territoriale	101
 3	
Procédure civile	103
 3.1	
Pots-pourris électroniques : quelques évolutions récentes en matière de procédure civile électronique	105
<p>Dominique MOUGENOT juge au tribunal de commerce du Hainaut, maître de conférences invité à l'UNamur et à l'UCL</p> <p>Justin VANDERSCHUREN doctorant et assistant à l'UCL</p>	
Introduction	106
 Section 1	
La communication électronique en matière judiciaire	106

Section 2	
La signification électronique en matière judiciaire	124
Section 3	
Les signatures électroniques en matière judiciaire	142
Conclusion	151

3.2

La mise en état contradictoire : actualités législatives et jurisprudentielles

Gaëlle ELOY

assistante à l'U.L.B., avocate au barreau de Bruxelles

Jean-Sébastien LENAERTS

assistant à l'U.L.B., avocat au barreau de Bruxelles

Introduction	154
---------------------------	-----

Section 1	
Le caractère contradictoire de la procédure apprécié au regard de la seule prise de conclusions	154

Section 2	
Les conclusions	156

A. Le contenu et la structure des conclusions	156
B. L'ordre des conclusions	160
C. La signature des conclusions	160
D. Les formalités à accomplir	161
1. Remise des conclusions au greffe et envoi aux autres parties	161
2. Modes de transmission des conclusions au greffe	163
3. Date de la remise des conclusions au greffe	165
4. Heure de la remise des conclusions au greffe	165
5. <i>Digital Platform for Attorneys (DPA)</i>	166
E. L'écartement des conclusions tardives et la théorie des dominos	168
1. Le nouvel article 747, § 4, du Code judiciaire	169
2. Vers une perte du caractère contraignant des premiers délais pour conclure ?	170
3. L'obligation d'entendre les parties	173
4. Confirmation du rejet de la théorie des dominos	174

Section 3	
L'obligation d'adopter ses derniers écrits de procédure sous la forme de conclusions de synthèse	175
Section 4	
L'écartement des pièces	179
Section 5	
Actualités jurisprudentielles en matière de réouverture des débats	181

3.3

Le sort du justiciable défaillant : saga et mode d'emploi.. 183

Jean-François VAN DROOGHENBROECK

professeur à l'UCL, professeur invité aux Universités Paris II (Panthéon-Assas) et Saint-Louis (Bruxelles), avocat au barreau de Bruxelles

Nathalie DANDROY

professeure à l'UCL

Nicolas GENDRIN

juge au tribunal de la famille de Namur, division de Namur, collaborateur didactique à l'UNamur

Introduction	185
Section 1	
Rappel de la controverse	187
A. Conception maximaliste : le défaut vaut contestation de la demande	187
B. Conception minimaliste : le défaut vaut absence de contestation de la demande	189
Section 2	
La loi « pot-pourri I » : de l'huile sur le feu	190
A. Les péripéties des travaux préparatoires	190
1. L'option politique de l'avant-projet de loi : consécration résolue de la conception minimaliste.....	190
2. Les observations du Conseil d'État.....	191
3. Le projet amendé.....	192
4. Les auditions et la discussion à la Chambre des représentants.....	193

5. Fatale concession?.....	196
6. Le texte voté, promulgué et publié.....	198
B. Une doctrine divisée, majoritairement hostile à la loi.....	198
1. Trois lectures <i>contra legem</i> , inconciliables.....	199
2. Une quatrième lecture : rien que la loi, toute la loi.....	205
Section 3	
La Cour de cassation au secours de la loi : le cas de la prétention manifestement mal fondée.....	206
A. L'idée, ses enjeux et ses ressorts.....	206
B. La consécration de l'idée par la Cour de cassation : l'arrêt du 13 décembre 2016.....	212
Section 4	
La loi au secours de la loi : du « pot-pourri I » au « pot-pourri V », un traitement univoque et équitable du justiciable défaillant.....	214
A. Clarification décisive des pouvoirs du juge statuant par défaut (art. 806 C. jud.).....	215
B. Renforcement de la sollicitude procédurale envers le justiciable défaillant (art. 803 C. jud.).....	218
1. L'idée, en sa portée minimale : du bon usage du pli judiciaire (art. 803, al. 1 ^{er} , C. jud.).....	218
2. Prolongation de l'idée, en sa portée maximaliste : la (ré)assignation par huissier du justiciable défaillant (art. 803, al. 2, nouveau, C. jud.).....	221
3. L'article 803 : mode d'emploi.....	223
4. L'alternative de la réouverture des débats.....	226
C. Effet suspensif de principe des recours formés par le justiciable défaillant.....	226
Section 5	
Dignité européenne de l'article 806 du Code judiciaire.....	232
A. Jurisprudence de la Cour de justice de l'Union européenne.....	233
B. Article 6 de la Convention européenne des droits de l'homme.....	235
Section 6	
La Cour constitutionnelle met un terme définitif à toute controverse.....	239

Section 7

Les pouvoirs du juge – familial – statuant par défaut : en pratique	241
A. Vérification de sa compétence par le juge statuant par défaut	241
1. Déclinatoires de juridiction	241
2. Dessaisissement en raison de l'effet dévolutif de l'appel.....	243
3. Compétence territoriale	243
4. Compétence matérielle.....	249
5. Incidents de répartition	251
6. Litispendance et connexité.....	252
B. Contrôle de la procédure par le juge statuant par défaut	255
1. Vices de forme et autres irrégularités formelles	255
2. Délais de procédure.....	259
3. Fins de non-recevoir	260
4. Mesures de surséance à statuer.....	264
C. Vérification du fondement de la demande	268
1. Conciliation de l'article 806 du Code judiciaire avec d'autres textes clairs sur l'office du juge	268
2. Application de l'article 806 du Code judiciaire en matière familiale : les matières d'ordre public	268
3. Application de l'article 806 du Code judiciaire en matière familiale (suite) : la plasticité de l'ordre public.....	275
4. Application de l'article 806 du Code judiciaire en faveur du consommateur.....	279

3.4

Assouplissement du formalisme et extension du régime des nullités..... 281

Hakim BOULARBAH

professeur à l'ULiège, avocat au barreau de Bruxelles

Charlotte HAUWEN

assistante à l'ULiège, avocate au barreau de Liège

Introduction..... 282

Section 1

Modification de l'article 861 du Code judiciaire : la réparation du grief ordonnée par le juge..... 283

Section 2	
Extension du régime des nullités aux règles régissant les significations, notifications, dépôts et communications	285
Section 3	
Extension du régime des nullités à la loi du 15 juin 1935 concernant l'emploi des langues en matière judiciaire	290
Section 4	
Remplacement de la sanction de nullité en cas de défaut d'inscription de la cause au rôle général par la surséance d'office	294
Section 5	
Application dans le temps des modifications apportées par la loi « pot-pourri VI »	296
Section 6	
Actualités jurisprudentielles	297

3.5

L'appel..... 301

Arnaud Hoc
assistant à l'UCL

Introduction	302
Section 1	
Le point sur l'appel différé (art. 1050, al. 2, C. jud.)	302
A. Appel immédiat sur autorisation du juge	303
B. Appel immédiat des jugements mixtes	305
C. Mesure avant dire droit contestée	309
D. <i>Varia</i>	311
Section 2	
Les modifications diverses introduites par la loi « pot-pourri VI »	315
A. Consécration de l'appel provoqué (art. 1051 C. jud.)	315
B. Modification des articles 1053 et 1054 du Code judiciaire	317

3.6

Actualités en matière de frais et dépens : questions choisies 319

Hakim BOULARBAH

professeur à l'ULiège, avocat au barreau de Bruxelles

Charlotte HAUWEN

assistante à l'ULiège, avocate au barreau de Liège

Introduction 321

Section 1

Modifications apportées à l'article 1017 du Code judiciaire 321

- A. **Modifications de l'alinéa 1^{er} de l'article 1017 du Code judiciaire** 321
- B. **Les frais frustratoires et la procédure extrajudiciaire visant le recouvrement des créances incontestées** 322
- C. **Modification de l'alinéa 2 de l'article 1017 du Code judiciaire** 327
- D. **Modification de l'alinéa 4 de l'article 1017 du Code judiciaire** 329

Section 2

Indemnité de procédure due par la partie civile devant les juridictions pénales 330

Section 3

Procédures auxquelles un représentant de l'intérêt général est partie 331

Section 4

Questions d'actualité relatives au montant de l'indemnité de procédure 336

- A. **L'indemnité de procédure et la TVA** 336
- B. **L'arrêt *Telenet* et le système belge des tarifs forfaitaires en matière d'indemnité de procédure** 338
- C. **L'arrêt *Telenet* et la répétibilité des frais et honoraires du conseil technique** 341

Section 5
Indemnité de procédure et désistement..... 342

Section 6
Indemnité de procédure et lien d'instance..... 343

3.7

L'exécution provisoire..... 345

Frédéric GEORGES

professeur ordinaire à l'ULiège, avocat au barreau de Liège

Gaël PALMAERS

assistante à l'ULiège, avocate au barreau de Liège

Introduction..... 346

Section 1
**Maintien de l'effet suspensif de principe
des recours ordinaires formés par le défaillant contre
une décision rendue par défaut**..... 349

Section 2
Caractère exécutoire de principe des décisions contradictoires... 357

Section 3
**Le pouvoir du juge d'appel (et d'opposition ?) de revenir sur
le caractère exécutoire de la décision d'instance**..... 362

Section 4
Les balises à l'exécution provisoire..... 366

Section 5
Entrée en vigueur et droit transitoire..... 369

Conclusion..... 370

3.8

L'interprétation, la rectification et la réparation des décisions de justice, ou le service après-vente judiciaire..... 371

Cécile DE BOE

assistante à l'UCL, avocate au barreau de Bruxelles

Introduction..... 372

Section 1

Clé de voûte : le dessaisissement..... 374

Section 2

Trois sortes d'interventions permises au(x) juge(s)..... 375

A. Interprétation..... 375

1. Notion..... 375

2. Exemples..... 376

B. Rectification..... 377

1. Hypothèses..... 377

2. Conditions..... 382

C. Réparation..... 384

1. Omission pouvant être réparée..... 385

2. Méthode..... 386

3. Condition..... 387

4. Exemples..... 389

Section 3

Limites communes..... 390

A. **Ne pas étendre, restreindre ou modifier les droits consacrés**..... 390

B. **Avoir intérêt à agir**..... 392

Section 4

Délais..... 393

A. **Interprétation**..... 393

B. **Rectification**..... 393

C. **Réparation**..... 394

Section 5

Juge(s) compétent(s)	396
A. Juge qui a rendu la décision	396
B. Juge auquel la décision est déférée	397
1. Appel contre la décision dans son ensemble	397
2. Appel portant uniquement sur l'interprétation, la rectification ou la réparation	398
C. Juge des saisies	399
1. Interventions autorisées	401
2. Contentieux de l'exécution	401
3. Pas d'extension, de restriction ou de modification des droits	401
4. Délai	402

Section 6

Intervention du juge d'office	402
A. Rectification d'office	402
B. Interprétation d'office	402
C. Réparation ?	403
D. Par le juge qui a rendu la décision, celui auquel elle est déférée ou le juge des saisies	403

Section 7

Procédure	404
A. Modes d'introduction	404
B. Portée et effet	405
C. Dépens	405

Section 8

Voies de recours	405
-------------------------------	-----